

Fonctionner autrement dans les établissements

André Batignes, proviseur honoraire,
23 ans d'enseignement comme professeur agrégé de Génie Mécanique
15 années proviseur de lycée

On sait que 150 000 jeunes sortent chaque année de notre école sans aucune qualification... A la lumière de mon expérience (38 années d'exercice au sein du système), je crois qu'il existe une raison à ce phénomène, parmi d'autres, mais qui paraît déterminante et dont personne ne parle...

Dans le second degré (collèges et lycées), la pédagogie et l'évaluation professionnelle des enseignants sont assurées par les corps d'inspections disciplinaires (IGEN et "leurs" IPR). Ce qui, à y regarder de plus près, est bien trop restrictif, voire même peu productif, au regard de l'objectif affiché, de réussite souhaitée pour le plus grand nombre d'élèves.

En effet, l'organisation et les pratiques qui prévalent depuis des décennies font que les enseignements dispensés sont trop cloisonnés, sans relations interdisciplinaires, trop ambitieux et dogmatiques, sans thèmes ou projets fédérateurs, susceptibles de donner du sens et de la cohérence aux matières enseignées ! Chaque discipline, sous l'autorité de ses I.G. servilement assistés par les IPR – et pour cause, hiérarchie oblige ! – constitue une citadelle indépendante des autres, intouchable et jamais remise en cause !

Conséquence, un volant assez important d'élèves (les moins favorisés socialement) ne parvient pas à s'adapter au système, à s'intéresser, à se motiver ni à suivre et ils en viennent à décrocher, au point d'être en échec grave et à être finalement "éjectés" du système sans rien n'avoir obtenu ! Les enseignants et leur hiérarchie, presque séculaire, ne s'émeuvent que très peu de ce regrettable constat de "non qualité" ! Quel gâchis !

Nos enseignants eux, culturellement préparés à ces pratiques, évalués et notés par les IG et/ou les IPR, se conforment (j'allais même dire se complaisent) à ces procédés institutionnellement improductifs pour les élèves les plus fragiles.

Trois propositions qui pourraient être entendues en cette période « pré-électorale »...

Redéfinir les objectifs, missions et méthodes de travail des corps d'inspection et par là, les modes d'animation et d'évaluation des "équipes" d'enseignants, en trois points :

-1- L'animation pédagogique doit privilégier le travail d'équipe interdisciplinaire, avec une approche beaucoup plus globale des acquisitions cognitives et de la progression de chaque élève. Pour l'anecdote, en quinze années en qualité de chef d'établissement, je n'ai jamais vu un IPR ou un IG proposer de réunir l'équipe pédagogique au complet d'une division, qu'elle soit de seconde, première ou terminale C'est, hélas, la "défense", voire la promotion, et toujours l'hégémonie disciplinaire qui a prévalu.

-2- Les jeunes enseignants doivent être formés en IUFM aux démarches de projets avec des supports pédagogiques reliant les matières entre-elles ; le formation doit insister sur les techniques de conduite de classes hétérogènes (qui sont devenues la règle).

-3- Les enseignants ne doivent plus être évalués ni notés sur une seule prestation pédagogique ponctuelle (une à deux heures d'inspection tous les cinq ans en moyenne actuellement), mais de façon collégiale, par un entretien après un ou plusieurs cours, réunissant l'intéressé, l'IG ou l'IPR et le chef d'établissement (n'en déplaise aux syndicats !), de façon à ce que soient prises en compte dans l'évaluation professionnelle, sa pédagogie, mais aussi son rayonnement, son implication dans la vie et le projet de l'établissement, la qualité de ses relations avec les élèves, ses collègues, les parents, les partenaires, l'administration locale, etc.